

L'illusion Trump et la marche vers la guerre



[Source : rusreinfo.ru via strategika.fr]

Par Ivan Mikhailovitch Frakov

Il est de bon ton en Russie dans certains milieux d'imaginer que la victoire de Donald Trump aux États-Unis sera une bonne affaire pour la Russie. Une dangereuse illusion, tout simplement.

D'abord la victoire de Trump est tout sauf certaine. Il est même prévisible qu'il sera battu par la probable candidate Harris ou par tout autre candidat désigné par les « démocrates ». De la même manière qu'il a été battu par Biden. Trucage ou pas, la question n'est pas là, tout simplement les « démocrates » ne peuvent pas perdre.

Mais même si Trump était élu... Souvenons-nous déjà que c'est durant son premier mandat de 2017 à 2021 que les Ukrainiens ont intensifié les massacres de civils au Donbass, ce qui a amené l'intervention de la Russie quelques mois plus tard. Il aurait été facile à Trump de faire cesser tout ça simplement en coupant l'approvisionnement en armes et en argent à l'Ukraine. Mais la réalité est que le but des États-Unis depuis la chute de l'Union soviétique est de faire main basse sur la Russie et ses richesses. Tous les présidents ont la même feuille de route. Seuls quelques détails dans la manière d'atteindre leur but ne les séparent. Et pour ceci l'Ukraine est la plateforme idéale.

Le plan de Trump pour « arrêter la guerre en 24 heures » comme il le dit commence à être connu, grâce à l'ancien chef du département d'État sous Trump, Mike Pompeo, dans des déclarations au Wall Street Journal.

Selon lui, s'il remporte l'élection présidentielle, Donald Trump peut fournir à l'Ukraine 500 milliards de dollars dans le cadre du programme de prêt-bail et lever toutes les restrictions sur le type et la modification des armes fournies à Kiev. On note que ce ne sont pas des « aides » (dons), mais des prêts... qui seront dépensés dans le complexe militaro-industriel américain.

L'ex-secrétaire d'État a également admis que Trump introduirait de « vraies » sanctions contre la Russie, ce qui permettrait de déterminer les conditions d'un futur accord avec Moscou. Dans le même temps, selon

Pompeo, personne ne reconnaît l'annexion du Donbass et de la Crimée à la Russie. « Tout comme nous n'avons jamais reconnu l'adhésion des États baltes à l'URSS et n'avons reconnu la RDA qu'en 1974 », a déclaré Pompeo.

Selon Pompeo, Trump est persuadé que grâce à la mise en œuvre de ces mesures, les hostilités cesseront et l'Ukraine augmentera considérablement ses forces de défense, a souligné l'ancien responsable. Après cela, l'Ukraine se rétablira grâce à « des réparations provenant des avoirs gelés de la Banque centrale de Russie, et non grâce à l'argent des contribuables américains » (). En revanche, les sanctions internationales contre la Russie ne seront levées qu'après l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE, a conclu Pompeo.*

Le plan de Trump revient en fait à faire capituler la Russie en acceptant toutes les demandes ukrainiennes et en renforçant son armée, ce qui permettra à l'OTAN d'attaquer la Russie, cette fois directement, dans les 3 à 5 ans suivants.

Bien entendu ce plan est totalement inacceptable pour la Russie, et la situation évoluera donc rapidement vers un conflit plus large, tout comme si Biden ou Harris ou une autre marionnette était à la Maison-Blanche.

Il est même étonnant que Pompeo, qui était également directeur de la CIA, imagine un instant que Poutine acceptera un tel plan. À moins qu'il n'ait en tête d'autres opérations comme un renversement, voire une élimination physique de Vladimir Poutine ? Ceci n'a rien d'une « théorie du complot », plusieurs tentatives d'assassinat du Président Russe ont déjà été déjouées et les Américains se spécialisent dans ce genre d'opérations.

Nous devons donc nous préparer à une forte escalade du conflit avec la probabilité d'une participation directe de l'OTAN à la guerre sur le territoire de l'Ukraine et bien entendu des bombardements sur les villes au cœur de la Russie. Le fait que les dirigeants de l'OTAN déclarent aujourd'hui leur réticence à s'engager dans un affrontement direct avec la Russie ne doit pas faire illusion : les Américains et l'OTAN préparent un tel affrontement.

La Grande-Bretagne a d'ailleurs clairement indiqué il y a quelques jours qu'elle « travaillerait avec l'Allemagne pour développer des missiles d'une portée d'environ 2 000 milles », écrit (lien ici, en anglais) le Times, citant des sources diplomatiques.

Le but de ces missiles est très clair : frapper les bases militaires à l'arrière en Russie sous le prétexte que la Russie pourrait les utiliser contre l'Europe.

En fait, Londres et Berlin discutent d'une frappe préventive contre les forces nucléaires russes et ont l'intention d'utiliser pour cela des missiles

à moyenne portée développés conjointement, pensant qu'avec une importante partie de ses forces nucléaires détruites la Russie n'osera pas utiliser les armes restantes et que selon eux, dans un conflit non nucléaire, la supériorité de l'OTAN ne fait guère de doute.

Une des réponses de la Russie serait de tenter d'influer sur la situation aux États-Unis, non pas au niveau des élections pour favoriser Trump ou quiconque d'autre, mais pour y déclencher le chaos : les États-Unis sont déjà en situation de pré-guerre civile et il serait assez facile de faire bouger les choses afin que la situation interne soit suffisamment sérieuse pour que les autorités aient d'autres soucis que l'Ukraine. Ne resteront alors que les pays européens en Ukraine, ceci ne sera pas un problème pour nous vu l'état de leurs forces et de leurs populations.

« Pas moral », entends-je ? Allons donc ! Les États-Unis utilisent la subversion et la provocation régulièrement hors de leurs frontières, pourquoi ne ferions-nous pas la même chose chez eux ? Nous avons les moyens de le faire, mais il faut bien entendu l'ordre de le faire, qui ne peut être donné qu'au plus haut niveau de l'État.

Dans tous les cas nous devons nous préparer à une évolution sérieuse du conflit. Actuellement hormis pour les proches des combattants la guerre est loin, les Russes vivent normalement et parfois même dans des excès difficilement acceptables alors que des compatriotes se battent et meurent au combat.

Tout ceci doit changer, et tout ceci va changer.

Dans l'hypothèse quasi certaine d'une extension du conflit, une nouvelle mobilisation sera nécessaire. Le volontariat ne suffira pas et commence d'ailleurs à se tarir malgré les énormes primes allouées aux combattants volontaires (près de 20 000 euros à la signature du contrat à Moscou par exemple, et des salaires entre 2000 et 4000 euros par mois, des sommes très importantes en Russie).

Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin en 2000, la priorité a été le développement du niveau de vie des Russes. Le résultat est probant, personne ne peut le nier.

Il est temps aujourd'hui de donner la priorité au Service de la Patrie, fut-ce au détriment du confort de chacun. La mobilisation dans les esprits, mais aussi dans les actions de tous doit être totale, il en va de la survie de la Russie.